



PRESENTATION DES INTERVENANTS

➤ Max Falque

Consultant sur les problématiques environnementales depuis le début des années 1960 est un libéral convaincu. Il est l'auteur de *Propos écologiquement incorrects* paru en 2016.

Economiste, juriste de formation et par passion, il a fait ses armes à Sciences Po, à UPenn, et à Marseille entre autres dans différents cabinets de consulting.

Pour lui, l'environnement peut être sauvé par le libéralisme, par ses principes de confiance, de responsabilité de l'individu, par les droits de propriété plus que par une régulation stricte de l'Etat.

C'est ainsi qu'il a participé à la fondation de l'ICREI (Centre International de Recherche sur les Problèmes Environnementaux) qui organise depuis une vingtaine d'années des colloques internationaux "Droits de propriété, Economie et Environnement" avec des chercheurs du monde entier.

➤ Gaultier Bès

Agé de 27, il est normalien, agrégé de Lettres et professeur de Français à Dreux. Il est aussi fervent militant de l'Ecologie Intégrale, journaliste et directeur-adjoint de la revue *Limite*. Il est également l'auteur de "Nos Limites".

Pour lui, le salut de l'environnement ne passera pas par le libéralisme, mais par la décroissance... et du conservatisme.

➤ Benjamin Coriat

Docteur en sciences économiques et licencié de philosophie, il enseigne depuis 1989 à Paris 13 et fait partie du conseil d'administration des Economistes Atterrés. Spécialisé en économie industrielle, de l'innovation et de la propriété intellectuelle, ses ouvrages portent notamment sur le thème du « retour des communs ». Selon lui, le néolibéralisme ne peut être considéré comme une solution pour la préservation des biens communs, l'action étatique et des individus est nécessaire.

INTERVENTIONS

➤ Max Falque

La prise en compte de l'environnement peut se faire de deux façons.

De façon classique : quand il y a un problème d'environnement, l'Etat est mis en cause et fait une réglementation. L'Etat ne sait faire que des réglementations, ne produit rien. Les résultats ne sont jamais à la hauteur de ce que l'on ambitionnait. Exemple du diesel : comment un Etat parvient à subventionner un diesel pour qu'il soit moins cher que ce qu'il coûte à produire et qu'il pollue ?

Autre façon : il faut revenir au fondement de l'économie qui est le marché = l'échange de biens qui se fait grâce à des droits de propriété. Mais **les** droits de propriété sont méconnus en France où on ne parle que **du** droit de propriété. Les *common laws* parlent des droits de propriété. Ils sont un outil extrêmement souple pour gérer les richesses environnementales. Ils peuvent être appliqués à toutes les ressources environnementales.

La propriété est un droit moral : l'homme est fondamentalement propriétaire et lui enlever sa propriété revient à lui enlever sa dignité et sa condition humaine.

- Cf. début de l'agriculture : clôtures pour prévenir du vol.
- Rousseau : « source de beaucoup de bêtises et a dit beaucoup de mal ». Il a dit que la propriété était source de l'inégalité, le premier qui enclot un terrain déclara « ceci est à moi » et trouva des gens assez simples pour le croire ; « les fruits sont à tous et la Terre n'est à personne » (1755)
- Max Falque dit que la propriété est le fondement de la société civile et reprend la formule de Rousseau pour dire l'inverse. La propriété est ancienne. Invention du cadastre pour limiter qui possédait quoi. Que serait la vie s'il n'y avait pas de droit de propriété ? Ce serait infernal : les sociétés communistes ont réussi à le créer, en détruisant l'environnement et à affamer les populations ; la propriété a donc fait ses preuves. Les droits de propriété peuvent prendre des formes extrêmement diverses. Pensée d'Aristote : les gens sont plus attentifs à ce qui leur appartient qu'à ce qui appartient à autrui.

1968, Hardin, « The Tragedy of the Commons », *Science* : le texte le plus demandé à la bibliothèque du Congrès :

- Il donne la situation des pâturages communs : champs en commun dans lesquels les paysans pouvaient faire paître en commun les animaux. Chacun avait une légère tendance à accroître la possibilité de pâturage pour prévenir le pâturage par un autre.
 - ⇒ La tragédie des biens communs, soit du libre accès. → Partout où on a libre accès, on détruit la ressource (Max Falque fait le parallèle à l'université : aporie l'enseignement universitaire de la non-sélectivité pour entrer à l'université).
- Solutions :
 - Gros bâton : réglementation
 - Séparation des biens en propriété

- Elinor Ostrom, prix Nobel d'économie en 1969 : c'est faux car il peut y avoir des exploitations en commun sous des conditions très particulières (nombre réduit de personnes)
- Hernando de Soto : la propriété est partout et sans droit de propriété, il n'y a pas de développement économique.

➤ **Gautier Bès**

Revenir sur la notion de propriété : la planète Terre que nous habitons tous n'est pas objet de propriété de qui que ce soit, ou plutôt ne devrait pas l'être. Elle appartient à tous ceux qui l'habitent. Il faut élargir ce droit à habiter un environnement à toutes les espèces, notamment animales.

Encyclique du pape François, « sauvegarde de la maison commune » : l'écosystème Terre est notre maison commune et il ne saurait y avoir une propriété sur quelque partie que ce soit.

On ne peut pas considérer que des parcelles de terre appartiennent à telle ou telle personne parce que la nature, les animaux et les nuages radioactifs se moquent des frontières culturelles.

Nous partageons tous les bienfaits que nous pouvons recevoir de notre environnement (pollinisation par les abeilles : 71% des cultures dépendent exclusivement du travail des abeilles selon la FAO) mais aussi les dommages (la disparition des abeilles a des conséquences dramatiques pour tout le monde). Aujourd'hui, nous savons que l'agriculture intensive avec des pesticides détruit la moitié des abeilles. La Chine développe actuellement des tentatives pour imiter la pollinisation.

Il y a une destination universelle des biens. Il existe des propriétés relatives mais de manière générale et absolue, nous ne pouvons pas prétendre à la propriété de la Terre. On ne peut absolutiser le droit de la propriété et il faut remédier à un certain dogme de la propriété dans le libéralisme classique. Nuancer le principe de la propriété si nous voulons préserver la vie de tous les êtres humains. Tout circule : exemple de la pollution de l'eau qui se retrouve dans la mer puis dans notre assiette – quantité effarante de pesticides dans nos cheveux.

Le libéralisme, sinon dans sa théorie, du moins dans sa pratique, peut se définir par le laissez-faire. Revient à dire que si on laisse les mécanismes du marché faire d'eux-mêmes, les vices individuels auraient des bénéfices pour tout le monde. Mais va à l'encontre des réalités et des défis écologiques que nous rencontrons : la planète a des limites. La Terre est finie et on ne peut pas exploiter à l'infini des ressources finies : la croissance infinie n'existe pas (ex : les hydrocarbures). Rien ne se fait sans dommage (ex : le gaz de schiste) : profit à court terme mais aussi catastrophes et multiplication des risques sismiques. Il faut un législateur, des principes ou une décence pour dire que tout n'est pas objet de ressources : la nature n'est pas une pâte à modeler avec laquelle on peut jouer sans en payer les conséquences.

La solution proposée pour respecter les limites tout en vivant harmonieusement est la remise en cause du libéralisme tel qu'il se manifeste aujourd'hui, c'est-à-dire comme un système de prédation, de production, maximale → la décroissance.

➤ **Benjamin Coriat**

Ne partage aucun des points de vue précédents : « fétichisation complète des droits de propriété » et « naturalisation de la société par la notion de limites ».

Il se définit comme un économiste atterré des dégâts et un économiste des communs. Ces convictions viennent de l'observation de ce qui a été tenté en matière de maîtrise de l'environnement au cours des 50-60 dernières années.

→ cf. « Les mises en économie de l'environnement », *Ecologie & Politique* = résultats de recherches sur la relation entre écologie et économie, environnement et économie.

Les relations entre l'économie et l'environnement sont l'histoire d'un échec répété depuis plusieurs décennies à travers la tentative de mises en œuvre de différents outils (manifestation la plus perceptible : le climat). Nous sommes aujourd'hui dans l'urgence. Nous avons fait faillite. On nous laisse une planète dans un état catastrophique. Pourquoi et comment en est-on arrivé là ? L'histoire de cet échec est l'histoire de 4 séries de tensions construites par les économistes les questions de l'environnement :

- 1) Série d'outils basée sur le *command and control* : les fonctionnaires produisent énormément et leur contribution est fondamentale ! Utilisation d'outils publics par l'interdit. Comment concilier le *command and control* avec l'incitation ? On passe sans arrêt de l'un à l'autre.
- 2) Comment gère-t-on les externalités ? L'environnement est pensé en termes d'externalités négatives :
 - Pigou : gérer les externalités par de la taxation, de l'intervention publique, pour tenter de prévenir leur venue ou de diminuer leurs effets
 - Coase : endogénéiser les externalités en laissant faire les acteurs et passer des contrats pour trouver des solutions
 - Mais c'est une grande catastrophe de penser que l'environnement peut être géré par des instruments de marché et de contrats
 - Les marchés doivent être parfaits, les droits de propriété doivent être pleins et entiers, exclusifs
- 3) On est en plein dedans : on est passé d'un raisonnement à des politiques en termes d'acteurs. Réunion de tables rondes et de coalitions et on attend de ces acteurs des engagements volontaires. La Cop21 est un très bon exemple de cela : rien de contraignant, que des engagements volontaires.
- 4) Une vision des économistes qui relèvent de l'*economics* au sens étroit et stupide anglo-saxon et une notion plus compréhensive de l'économie qui vise à prendre en considération des écosystèmes : on passe de la pollution à la tentative de gérer les équilibres écosystémiques.

⇒ Ces tensions traversent toute l'histoire.

Où en est-on aujourd'hui ?

- Echec à toutes les périodes.
 - Dans cette période dans laquelle on nage en idéologie néolibérale, on a plus que jamais des tentations libérales de gérer l'environnement : production de services écosystémiques.
 - L'idée est la suivante : « Je suis un entrepreneur immobilier qui construit des villas autour d'un étang. La pollution provoque la disparition d'un groupe de flamands roses. Je m'adresse à des personnes pour résoudre le problème. Introduction de tigres du Bengale dans une zone où ils sont en voie de disparition. » → Il y a une totale marchandisation de l'environnement : échange d'actifs du marché, codification de la nature en biens de marché.
 - C'est la 3^e tragédie du commun → lire Hardin dont la théorie n'a aucun sens. Son objet était la conférence de Téhéran qui voulait autoriser les familles à avoir le nombre d'enfants qu'elles voulaient. Il fallait donc introduire un contrôle strict car les ressources sont limitées et les autres allaient grignoter les ressources.
- ⇒ Quand il y a un commun, il n'y a pas besoin de salariat. Il y a eu destruction du commun pour obliger au salariat.

Notion de commun et de bien commun : il faut proclamer la nature, les écosystèmes, les pôles, les océans, etc... comme biens communs et instaurer une gouvernance des biens communs. Il faut à la fois de la réglementation, de la police et de l'action citoyenne.

→ Trois visions très différentes et deux conceptions du statut de l'environnement : divisible ou bien commun.

QUESTIONS

Comment les communs peuvent s'opposer à la croissance exponentielle ? Quelle position par rapport à la décroissance ?

- Benjamin Coriat : il n'est ni partisan ni ennemi de la décroissance. Il est exclu de penser qu'on peut poursuivre dans le chemin actuel de la croissance. Le passage de la Chine au capitalisme est une immense catastrophe car il s'est accompagné d'une accélération de la dégradation de la planète. Des activités doivent certainement décroître (arrêter la consommation du pétrole) mais il y a des secteurs qui doivent croître (soins, aide aux personnes, etc.).
- Max Falque : *The Economist* créé en 1843 a publié toutes les semaines l'indice du coût des matières premières ; c'est indice montre que, globalement, le prix des matières premières depuis le milieu du 19^e siècle a été divisé par 5 donc pas de pénurie. En même temps, la population est passée de 1,5 milliards à 7 milliards. Le niveau de vie de l'ensemble de la population mondiale a cru de manière significative. Pas besoin d'une 2^e planète. On trouvera autre chose quand il n'y aura plus de pétrole. On voit réapparaître aujourd'hui des utopies et un grand communisme mondial.
- Gaultier Bès : il n'est pas optimiste dans le progrès de la technique et lutte contre l'artificialisation sous toutes ses formes. Il n'aime pas trop le mot environnement car il tend à faire croire qu'il y a l'homme et l'environnement : dissociation. Il faut réfléchir à la question de la technologie sur le corps humain : livre sur *Le désastre de l'école numérique* de Philippe Bihouix et Karine Mauvilly → solution pour que les enfants ne s'ennuient plus à l'école mais savoirs fondamentaux ne s'acquièrent pas mieux par la « débauche technologique ». Il faut développer les services à la personne mais ces services doivent se distinguer d'une science qui veut repousser les limites de l'homme et augmenter ses capacités et nous conduira droit dans le mur (figure du transhumanisme).

Initiatives vertes, obligations vertes et transition énergétique :

- Benjamin Coriat : il faut voir comment elles sont faites mais les expériences confirment que « la finance c'est du feu » : à chaque fois qu'on lui a donné le pouvoir, on a eu des problèmes (multiplication des crises financières). Très problématique compte tenu de la puissance de la finance officielle et non-officielle aujourd'hui.

Cette idée de commun va-t-elle avec une idée de spiritualité païenne ?

- Benjamin Coriat : il n'a pas besoin de spiritualité mais il admet que d'autres personnes en aient besoin. Ce qui est important est une prise de conscience citoyenne et de l'action citoyenne. « Plutôt la citoyenneté que la spiritualité, qui n'est qu'un supplément d'âme. »
- Gaultier Bès : le retour à l'animisme peut être dangereux mais il faut faire preuves de sagesse, d'attention, de bienveillance, etc.

Ne faut-il pas des moyens de financements pour assurer la transition écologique et énergétique ?

- Benjamin Coriat :

- Il n'y a pas que la finance et la technologie qui peuvent nous sortir de là. Il faut trouver des énergies propres. La solution sera de combiner la technologie avec une autre manière de produire consommant moins de ressources.
- Solution libérale : création de brevets sur la connaissance = privatisation des connaissances qui est l'ennemi absolu de la connaissance et provoque l'impossibilité de communiquer entre scientifiques. En particulier, sur la question des technologies propres : pas d'échanges possibles à cause des brevets.
- Droits d'usage partagés par la communauté (Ostrom) : on ne se passera pas de la puissance publique et traités internationaux → il faut faire des combinaisons. Les communs ne peuvent pas exister indépendamment de notions publiques et partagées. Cf. l'organisation « Terre de liens » : achat de terres pour la donner en bail à des jeunes agriculteurs s'ils respectent des règles écologiques – sentiment de fabriquer un commun. Droits des citoyens et égalité des êtres humains doivent être respectés jusqu'en dans les communs : des institutions doivent veiller à leur respect.
- En réponse sur la difficulté d'accéder à des travaux de recherches et des nouvelles technologies durables, il explique qu'il n'y a pas que le côté sombre de la force de la recherche. Il y a aujourd'hui floraison de journaux scientifiques. En Italie, 128 villes ont passé des chartes avec les citoyens pour décentraliser les missions en faveur de la préservation de l'environnement.

- Remarque : Aujourd'hui, il y a un développement de la bio-économie : c'est du biomimétisme qui reproduit les technologies de la nature ; toutes les technologies sont autour de nous.

Critique du *common* :

- Max Falque : Notion de *common* possible pour un groupe limité mais pas à l'échelle d'un pays
- Gaultier Bès : engagement écologique possible localement et même nécessaire car la planète reste avant tout une abstraction. Il faut battre en brèche l'idéologie d'un progrès fléchi : les innovateurs en permaculture retrouvent une technologie enracinée dans pratiques ancestrales. Technologies basses et simples qui ne font pas l'objet de brevets. Le local c'est l'universel sans des murs et la circulation entre les différents locaux reste donc tout à fait possible.

Quelle signification à l'échelle individuelle ?

- On nous fait croire qu'on peut toujours consommer sans se sentir responsable. Suppression des besoins superficiels. Gaultier Bès parle de « libération », « émancipation », et qu'il se sent « délesté d'un poids ». Chacun doit faire sa part. L'individuel est important mais il faut aussi des réponses politiques, économiques et globales.

BIBLIOGRAPHIE COMPLEMENTAIRE

Valérie Cabane, *Un nouveau droit pour la Terre*

Elinor Ostrom, *Governing the Commons*.

Hernando de Soto, *Le mystère du capital : Pourquoi le capitalisme triomphe en Occident et échoue partout ailleurs*.

Garrett Hardin, "Tragedy of commons"